

COMMUNE DE ANSE

ARRETE DU MAIRE

REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT

AUTORISATION D'INSTALLER UN ECHAFAUDAGE SUR TROTTOIR

RUE SAINT JEAN – M. MACIT

Le Maire de la Commune de Anse,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2211-1 à L2212-5, L2213-1 à L2213-6,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R411-25 et R417-10

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal, et notamment l'article R610-5,

Vu, la demande initiale en date du 23 juin 2026 de M. Ahmet MACIT – 2, Rue Saint Jean – 69480 ANSE, afin d'installer un échafaudage sur trottoir pour des travaux de façade du 26 juin 2026 au 03 juillet 2026, Rue Saint Jean, voir arrêté PM_T – 2026 -293,

Vu, la demande en date du 11 juillet 2026 de M. Ahmet MACIT – 2, Rue Saint Jean – 69480 ANSE, afin de se mettre en conformité concernant sa nouvelle demande d'arrêté suite au retard dans l'avancée de son chantier situé rue saint Jean,

Considérant que depuis le samedi 04 juillet 2026, l'échafaudage est toujours en place,

Considérant qu'il incombe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres à assurer le maintien du bon ordre et à prévenir tout accident pendant ces travaux, il y a lieu de réglementer le stationnement,

ARRETE

Article 1 :

Du 04 juillet 2026 au 20 juillet 2026 inclus, M. MACIT est autorisé à installer un échafaudage sur le trottoir devant le n°2 de la Rue Saint Jean, avec bâche de protection (pour éviter les éclaboussures et projections) et protection de nuit, la chaussée sera donc rétrécie pendant la durée des travaux mentionnés ci-dessus.

Article 2 :

La chaussée et ses abords seront laissés propres.

L'arrêt et le stationnement sera interdit aux abords du chantier.

Une déviation pour piéton devra être mis en place pour prévenir le passage en face.

En aucun cas la Rue Saint Jean, unique accès à l'EHPAD et aux véhicules de secours ne devra être bloqué.

Article 3 :

Une signalisation appropriée conforme aux prescriptions ministérielles sera mise en place par l'entreprise devant effectuer ces travaux et à ses frais.

Elle est chargée, sous sa responsabilité, du contrôle, de la surveillance et de la maintenance de cette signalisation.

Dans le cas où des perturbations de la circulation proviendraient sur les voies publiques du secteur, les forces publiques pourront interrompre la validité de cet arrêté de façon temporaire ou définitive.

Article 4 :

Conformément à la délibération n° 130/2023 en date du 25 septembre 2023, l'occupation du domaine public est soumise à redevance depuis le 1^{er} janvier 2024.

Un certificat administratif sera établi à l'issue de votre chantier.

Vous recevrez ensuite une facture (un avis des sommes à payer) du Trésor Public à régler sous 30 jours.

La somme due est estimée à ce jour à 290,70€ (deux cent quatre-vingt-dix euros et soixante-dix centimes) (1,90€/m²/Jour d'occupation pour un chantier d'une durée inférieure à un mois soit : 1,90€ x 9m² x 17jrs = 290,70€)

Veillez prendre contact avec la Police Municipale au 04.74.67.16.18 afin qu'elle puisse acter le début et la fin de votre chantier.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 :

Lors de l'achèvement des travaux, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur.

Article 6 :

M. le Maire, le Commandant de Gendarmerie, la Police Municipale et M. MACIT sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Ainsi fait et arrêté à Anse,
Le Maire,
Daniel POMERET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
--